

La Nation

Journal vaudois

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



La suppression de la redevance

Si l'initiative No Billag est acceptée, la Confédération ne subventionnera plus aucune chaîne de radio ou de télévision et ne prélèvera plus aucune redevance de réception.

Simple et sans équivoque, cette disposition est difficile à apprécier quant à l'ampleur concrète de ses conséquences. C'est qu'il ne s'agit pas d'un simple affrontement d'idées. Nous allons voter sur l'avenir d'une entreprise d'environ 6000 collaborateurs sur le plan suisse, 1872 sur le plan romand, dont 1568 à plein temps, une entreprise qui participe quotidiennement à la vie d'une bonne partie de la population. Ce n'est pas une affaire à prendre à la légère que d'en décider le démantèlement.

Pourquoi démanteler? Pour les auteurs de l'initiative, le principe même du subventionnement étatique, aggravé par l'obligation générale de payer la redevance, est contraire aux principes du marché. Dans un article du *Temps*¹, M. Pierre Bessard, directeur de l'Institut libéral, dénonce un statut quasi monopolistique, dispendieux, engendrant une concurrence déloyale face aux radios et télévisions locales, conservant sous perfusion un certain nombre d'émissions non rentables et frappant de surcroît les entreprises d'une espèce d'impôt médiatique progressif, d'autant plus injuste que les employés de ces entreprises continuent de payer leur redevance individuelle.

Certains milieux conservateurs ont pris le train en marche. A des degrés divers, ils reprochent à la SSR d'être un repaire de gauchistes europhiles, étatistes, internationalistes, antimilitaristes qui s'acharnent sur ce qui reste de notre civilisation. La démolir en votant oui serait en soi une œuvre pie. En outre, le oui purificateur s'inscrirait symboliquement dans la perspective de cette grande «révolution conservatrice» dont certains pensent discerner les signes avant-coureurs.

La tendance de gauche est peu contestable. Mais il est juste aussi de dire qu'elle est l'écho d'une bonne partie de la société, des milieux artistiques et intellectuels, du monde enseignant, de l'Université, qu'un précédent recteur qualifiait de «féministe, écologique et européenne». Sur ces trois derniers points, d'ailleurs, et sur la famille, l'immigration, la drogue, l'ambiance est la même aux Chambres fédérales, y compris dans les partis «de droite», l'UDC et l'UDF non comprises. Dans cet environnement, on comprend presque que la SSR se dise équilibrée quand elle penche à gauche.

En ce qui nous concerne, nous pouvons nous plaindre de ce que la radio et la télévision ne citent jamais *La Nation*. Nous apportons pourtant des réflexions

inédites en matière de fédéralisme, de souveraineté et de neutralité, ainsi que pas mal de critiques à l'égard du système... et des médias. Cet ostracisme touche d'ailleurs toutes les petites publications, quelle que soit leur orientation. Il manifeste un désintérêt très romand à l'égard des réalités proprement cantonales, peut-être aussi une certaine suffisance de la profession à l'égard des amateurs que nous sommes.

Les raisons de voter oui ne manquent donc pas, et la SSR ferait bien de s'en aviser. Mais la vraie question est: qu'est-ce qu'on gagne avec No Billag, et qu'est-ce qu'on perd?

Selon les initiants, c'est le marché qui décidera. Mais le marché comme tel ne décide rien, il ne fait qu'offrir des possibilités. En lui-même, il est vide. Les initiants se sont tardivement rendu compte que la peur de ce vide risquait de leur être fatale. Ils ont donc mis sur pied des «plans B» hâtifs, énumérant sommairement des avenir plus ou moins crédibles. Mais ils ne manifestent pas la moindre volonté de passer eux-mêmes à la réalisation.

En réalité, la Confédération va mettre des concessions aux enchères. Qui s'y intéressera? Quel média local ou régional, privé de sa part (même congrue) de la redevance, va se risquer? Je ne dis pas que personne ne le fera, mais, pour le moment, on ne voit pas grand chose.

Du côté des groupes suisses ou internationaux, en revanche, c'est plus sérieux. Tamedia, investisseur en médias de tout genre, vient d'absorber Goldbach Group qui, selon *Bilan*², «possède une position dominante pour la commercialisation de contenu publicitaire dans les médias électroniques en Suisse». Est-ce assez clair?

Avec cet investisseur, ou l'un de ses semblables, c'est sûr qu'il n'y aura plus de productions non rentables, seulement du marché pur et dur: du *people*, de la tv-réalité, de l'information reprise des médias internationaux, énormément de sport, encore plus de publicité, des jeux, beaucoup de séries et de la météo. Et si la publicité diminue, on restructurera. Quant aux journalistes, ils ne pencheront pas moins à gauche que par le passé. Finalement, le marché ne nous laissera que le plus médiocre, le plus racoleur, le plus banal de la RTS d'aujourd'hui.

Les initiateurs de No Billag passeront-ils beaucoup de temps à regarder et écouter la RTS? Je ne suis moi-même pas un grand consommateur, mais as-

sez pour constater que leur vision est partielle. Je ne sais pas, par exemple, si M. Alain Rebetz est de gauche, mais je vois qu'il tourmente perspicacement

les politiciens de tout bord avec un égal et réjouissant bonheur. Je ne sais pas si M. Patrick Fischer est de gauche... on m'assure qu'il l'est, mais cela ne se remarque pas dans son émission «Toutes taxes comprises», vi-

vante et, en ce qui me concerne, pleine d'enseignements. Je ne sais pas si M. Darius Rochebin est de gauche, mais l'autre jour, à Davos, il a dit sans ménagement à M. Pierre Moscovici, commissaire européen, que l'Union européenne nous avait poignardé deux fois dans le dos – il a utilisé ces mots –, en nous plaçant dans sa liste grise et en limitant à une année l'équivalence boursière. Et c'est en vain que ce technocrate retors a tenté de louvoyer. Ces trois journalistes font eux aussi partie de la RTS. On ne peut tout de même pas les passer sous silence pour renforcer la démonstration. *La Première* a avantageusement remplacé «La soupe» par «Les beaux parleurs». Mme Suzette Sandoz et M. Slobodan Despot, l'un et l'autre peu suspects de correction politique, y contribuent régulièrement et s'y expriment librement. N'est ce pas, tout de même, un pas en direction d'une certaine neutralité idéologique?

On peut juger que «La ligne de cœur» est parfois misérabiliste, que l'émission «Les coups de cœur» d'Alain Morisod est trop sentimentale ou que le «Kiosque à musique» est trop bavard. Ces émissions populaires n'en ont pas moins créé des liens durables avec de nombreux auditeurs. C'est aussi cela qu'on casse en votant oui.

Pensons enfin à l'implication de la RTS dans l'OCL et l'OSR, au rôle qu'elle joue dans les Schubertiades (quarante années d'existence), ce grand événement biennal de musique classique, à la fois populaire et de haut niveau. Ce sont là des éléments importants de notre patrimoine. Dans une époque où tant de choses se défont sans espoir de retour, il serait malvenu de couper les vivres à une institution qui contribue à leur conservation et à leur rayonnement.

Les partisans de No Billag se préparent à voter oui au nom du divin marché, ou pour punir ces gauchistes qui vivent luxueusement aux crochets de l'Etat. L'idée est: «Cassons tout! Le marché (ou la révolution conservatrice) reconnaîtra les siens!»

Nous ne croyons pas à ce type de «politique à un coup», qui consiste à créer un désordre qu'on ne maîtrise pas en espérant qu'il en sortira un ordre meilleur. Nous voterons non.

Olivier Delacrétaz

¹ *Le Temps* du 15 janvier 2018.

² *Bilan* du 27 décembre 2017.

N'importe quoi

Après les manifestations qui ont accompagné la tenue du salon de l'élevage à Beaulieu, *24 heures* a donné la parole à trois jeunes paysans, qui se disent éleveurs par amour des bêtes, ainsi qu'au porte-parole antispéciste de l'Association Pour l'Egalité Animale: ce dernier pense qu'il faut purement et simplement supprimer l'élevage d'animaux de rente qui finissent à l'abattoir. Et qu'advien-

dra-t-il des éleveurs? Réponse: ils n'ont qu'à se reconvertir en devenant «avocat, maçon, etc.». Et si les trois jeunes paysans veulent rester à la ferme? Cela n'entre pas en ligne de compte: ils n'ont qu'à obéir à la dictature antispéciste. On les traite au fond comme du bétail; voire pire: car les vaches, ne sachant pas lire, sont à l'abri de certaines inepties.

C.

Programme des Entretiens du mercredi

Les Entretiens du mercredi continuent en février avec un programme diversifié, axé – politiquement ou culturellement – sur la vie du Canton et de la Suisse francophone. A mercredi prochain!

Prochains rendez-vous:

7 février 2018: Les éoliennes en Pays de Vaud, avec M. Jean-Marc Blanc

14 février 2018: Les musiques traditionnelles romandes, avec M. Eloi Chevalier

21 février 2018: Pas d'entretiens (Relâche)

28 février 2018: Biographie de Pierre Viret, avec Mme Laurence Benoît et M. Dominique Troilo

www.ligue-vaudoise.ch/mercredis

NON à une assurance dentaire obligatoire

Le 4 mars prochain, en plus des votations fédérales sur «No Bilag» et sur le «régime» fiscal de la Confédération, un objet cantonal sera soumis au vote des Vaudois: l'initiative «pour le remboursement des soins dentaires».

Le texte en question demande l'instauration d'une assurance cantonale obligatoire qui prendrait en charge les soins dentaires de base de tous les habitants du Canton. La notion de soins de base n'inclurait pas des soins tels que l'orthodontie, les soins esthétiques, les couronnes ou les implants dentaires.

Le coût de cette assurance est estimé officiellement à plus de 300 millions de francs par année. Le financement proviendrait pour l'essentiel d'un prélèvement sur les salaires – on parle d'environ 1%, mais au départ on évoquait aussi 1,2% ou 1,5%... – et à titre subsidiaire par le budget cantonal – alimenté par l'impôt et déjà lourdement obéré par la facture sociale actuelle.

Cette initiative est issue de l'extrême-gauche et portée par elle, même si

le petit groupe de militants qui mènent campagne réfutent cette étiquette qu'ils semblent juger embarrassante. Leur argumentation repose sur l'affirmation que de nombreuses personnes modestes ont de la peine à faire face aux factures de leur dentiste et renoncent donc aux soins dentaires. Lorsqu'on évoque la liste déjà

considérable des aides sociales qui existent dans le Canton, les partisans de l'initiative répondent que l'assurance servira surtout aux personnes qui gagnent «juste un peu trop» pour avoir droit aux aides sociales mais qui peinent néanmoins à assumer leurs frais de dentistes.

Médicalement non justifié, économiquement inquiétant

La Société vaudoise des médecins-dentistes s'oppose à cette initiative, qui fait planer le risque d'une étatisation de la profession et d'un rationnement de l'offre de soins, sans aucune amélioration notable pour la

population. L'exemple de certains pays étrangers montre en effet que la prise en charge financière des soins ne modifie pas l'état de santé bucco-dentaire de la population ni la proportion de personnes qui renoncent à aller chez un dentiste. Par ailleurs, les oto-rhino-laryngologistes vaudois estiment que l'état sanitaire de la population est bon, qu'il ne se dégrade pas et qu'il n'y a donc pas de justification médicale à une modification du système de prise en charge des soins dentaires.

Du côté de l'économie privée, on s'inquiète de l'arrivée d'une nouvelle couche d'aide sociale qui va encore renchérir le coût du travail, ce qui péjorera inévitablement les entreprises vaudoises. De nombreux salariés ne se réjouissent pas de voir survenir une ponction supplémentaire sur leur salaire. Les contribuables pourraient aussi avoir du souci à se faire si les coûts à la charge du budget cantonal prennent l'ascenseur.

Cette assurance dentaire «arroserait» l'ensemble de la population.

Une objection fondamentale que l'on peut adresser à cette assurance dentaire est qu'elle ne ciblerait pas les personnes ayant des difficultés financières, mais «arroserait» l'ensemble de la population. En assistant ainsi tous les Vaudois, on dépenserait inutilement beaucoup d'argent, avec pour principal résultat une désresponsabilisation face aux coûts des soins dentaires. Ces coûts, restés remarquablement stables au cours de ces vingt dernières années, risqueraient alors de grimper à la même vitesse que les autres coûts de la médecine, dont on sait comment ils ont évolué depuis l'introduction de l'assurance-maladie obligatoire.

Le Canton de Vaud mène une politique sociale généreuse qui n'a pas besoin d'être encore élargie. En revanche, on peut éviter d'appauvrir inutilement les Vaudois par une nouvelle machine étatique, collectiviste et bureaucratique. On fera œuvre utile en votant NON à l'initiative pour le remboursement des soins dentaires.

P.-G. Bieri

L'Agence Télégraphique, Lausanne (1894-1968), «bouc nourricier de la presse»

Les graves difficultés que connaît actuellement l'Agence Télégraphique Suisse, avec la suppression de 20% des effectifs du personnel, ont de quoi inquiéter tous ceux qui sont attachés à la cohésion confédérale et à la diversité de l'information. «Affaiblir l'ATS, c'est aussi attenter au fédéralisme», a relevé à juste titre Christian Campiche, président d'Impressum, la principale association professionnelle de journalistes de Suisse. Si le rôle et l'utilité de l'ATS sont bien connus, son origine l'est un peu moins et l'histoire de sa petite sœur lausannoise, l'Agence Télégraphique (AT) de la famille Bonard, pas du tout. Bonne occasion d'en parler puisque c'est en 1968, il y a cinquante ans, que l'ATS s'implantait dans le canton de Vaud en absorbant l'AT, Lausanne, et en créant son propre bureau.

D'où venaient donc ces deux agences de presse? A la fin du XIX^e siècle, les agences télégraphiques pululaient en Europe. Elles avaient souvent mauvaise presse: «cette plaie que l'Égypte ne connaissait pas», disait d'elles le *Journal de Genève*. Une première Agence Télégraphique Suisse voit le jour à Genève. Son directeur, Tony Loup, décède dans un accident en 1891. L'agence passe aux mains de l'Agence internationale Dalziel,

créée l'année précédente à Londres, et prend le nom d'Agence Dalziel suisse. Une bonne plume du *Journal de Genève*, Paul Seippel, quitte le quotidien libéral pour en assumer la direction. Emoi dans le landerneau. Les journaux suisses sont sous la coupe des grandes agences, Havas, Reuters, Steffani et Wolff (Dalziel disparaît en 1893), qui toutes ont des bureaux en Suisse. Il existe bien, depuis 1890, une petite Agence Berna dans la ville fédérale, mais ce bureau d'information est loin de couvrir l'ensemble de la Suisse. Un «Syndicat de journalistes suisses pour l'amélioration de leur service télégraphique» se réunit à Berne le 25 juin 1894 et décide de fonder une agence autonome pour le 1^{er} janvier 1895. L'assemblée constitutive de l'Agence Télégraphique Suisse se tient au Casino de Berne le 25 septembre 1894; elle désigne Charles Morel, secrétaire de rédaction au *Journal de Genève*, à sa présidence. L'ATS est opérationnelle comme prévu le 1^{er} janvier 1895.

Le 1^{er} mai 1894, le journaliste Arnold Bonard (1866-1944) crée sa propre société, l'Agence Télégraphique, Lausanne. Rédacteur au *Nouveliste vaudois*, il a été engagé peu auparavant comme correspondant de la *Patrie suisse* et de l'agence Berna. Le premier directeur de l'ATS, Louis Ochsenbein, constate très vite l'impossibilité d'entretenir des relations avec de nombreux correspondants cantonaux. Il demande à Bonard d'organiser pour l'ATS un service d'information couvrant l'ensemble du canton de Vaud, de centraliser les informations reçues, d'en faire le tri et de ne transmettre à Berne que celles qui sont de nature à l'intéresser. L'ATS et la *Gazette de Lausanne* sont les deux premiers clients de l'AT. Sur la suggestion d'Edouard Secretan, rédacteur en chef de la *Gazette*, le

rayon de l'AT est étendu au Valais et aux régions limitrophes. C'est ce qui explique sa dénomination d'Agence Télégraphique, Lausanne, et non d'Agence Télégraphique Vaudoise, que d'aucuns lui donneront à tort. Jusqu'à l'adoption de la machine à écrire à la fin de 1899, c'est l'épouse d'Arnold Bonard, Pauline, née Chaillet, qui multiplie à la main les informations tout en effectuant maints reportages. Le couple, que seconde initialement le journaliste Ernest Dubois, a trois enfants, Susanne, Odette et Paul. Alors que le fils deviendra vigneron-maraîcher à Villeneuve, les deux filles vont bientôt prendre leur part à la bonne marche de l'agence. Susanne, collaborant plus étroitement que sa sœur avec Arnold Bonard, effectuera notamment de nombreux reportages.

L'agence se développe grâce à l'appui de ses deux premiers clients, puis de la *Tribune* et de la *Feuille d'Avis de Lausanne*, de la *Feuille d'Avis de Vevey*, du *Journal d'Yverdon*, de la *Tribune* et du *Journal de Genève*, ses principaux abonnés dans les années 1920. Tout en renseignant l'ATS, l'AT sera pendant des décennies la «providence» de la presse vaudoise et de plusieurs journaux des cantons voisins; Paul Rochat, directeur de la *Tribune de Lausanne*, reprenant un mot prononcé au Grand Conseil, la qualifiera même de «bouc nourricier de la presse». La véracité, la rapidité et la neutralité, les trois grandes règles inscrites au fronton de l'ATS, seront aussi à l'honneur à Lausanne.

Pionnier du journalisme d'agence, né à Croy, Arnold Bonard a été en 1900 l'initiateur et le cofondateur de l'Association de la Presse vaudoise, puis son secrétaire-caissier pendant une trentaine d'années. Il a aussi été membre d'honneur du Cercle lausannois des journalistes profession-

nels, dont sa fille Susanne a été l'un des membres fondateurs en 1931. Il a encore été secrétaire de l'Union romande des éditeurs de journaux, fondée en 1920, et conseiller communal libéral à Lausanne de 1901 à 1913. On lui doit de nombreux articles dans la *Revue historique vaudoise* et une *Histoire de Romainmôtier*.

A son décès en 1944, Susanne (1892-1971) et Odette (1897-1987) assument seules la direction de l'agence lausannoise. Les archives s'entassent dans d'innombrables cartons à chaussures. Un premier versement est effectué aux Archives Cantonales Vaudoises. En 1968, les «Demoiselles Bonard» prennent leur retraite. Le sigle «at» disparaît des journaux et l'«Agence Bonard» est officiellement intégrée à l'ATS, dont l'antenne régionale à Lausanne a été confiée au journaliste Charles Montandon, bientôt rejoint par Jean-Claude Jaccard. Les derniers pans de la montagne de cartons sont versés aux ACV, où ils vont constituer le fonds «Dossiers ATS». On y trouve plus de 15'000 dossiers concernant des personnalités, en majorité vaudoises, vivant à partir de 1850 environ, et quelques centaines de dossiers consacrés à de grands événements survenus en Suisse entre 1880 et 1965, regroupés sous le titre générique «municipalités et manifestations». Une mine d'or pour les chercheurs.

Jean-Philippe Chenaux

Guide des ACV, 1993, p. 98; ACV: PP 437/64-65: note dactyl. et texte du discours prononcé par A. Bonard le 12 mai 1924; [E. Gétaz], «Un jubilé», *Feuille d'Avis de Vevey*, 13 mai 1924; «Décès d'Arnold Bonard», *La Revue, Tribune, Feuille d'Avis et Gazette de Lausanne*, 22 novembre 1944; *Annales valaisannes*, janvier 1945; Maurice A. Bonard [son petit-fils] «Souvenirs d'Arnold Bonard», 11 mai 1985.

La Nation

Rédaction

Jean-Blaise RoCHAT / Frédéric Monnier
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)

Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch

www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

Coup de semonce

Il est probable que, le 4 mars au soir, le 19 heures 30 n'annonce pas sa fin prochaine. Depuis six mois, les esprits s'échauffent. Les hésitants sont sommés de choisir leur camp. La Ligue vaudoise recommande le rejet de l'initiative No Billag, mais à droite (nous reviendrons sur l'opportunité de ce qualificatif), nombreux sont ceux qui tergiversent, et on peut les comprendre. Certains de nos lecteurs formulent des objections valables au système SSR qui tient les rênes de l'information de service public.

Au lendemain du vote, il sera de la responsabilité du Conseil fédéral et des Chambres de reprendre les plaintes et critiques des initiants. La campagne révèle plusieurs fractures au sein de la population suisse.

Invité de l'un de nos Entretiens du mercredi, M. Pascal Crittin, directeur de la RTS, a montré combien les générations s'opposent dans leurs habitudes de consommation de l'information. Dans les bistrotts bobos-branchés des villes suisses, une interrogation d'ordre presque métaphysique commence à sourdre: *Et si nous étions les seuls à consommer la RTS?* Les «Orties de Yann Marguet» intéressent-elles un autre public que les étudiants de l'UNIL? Dans sa camionnette, l'ouvrier écoute-t-il «Forum» en rentrant du chantier?

«Tous des gauchistes!»

Au nombre des arguments en faveur de l'initiative figure celui du gauchisme, réel ou supposé, des journalistes de la RTS. Le *Tages Anzeiger* avait révélé en novembre 2017 que 70% des journalistes de la RTS se réclamaient de la gauche. L'étude provenait de l'Université des sciences appliquées de Winterthur. «Cela ne met pas encore en cause leur aptitude à l'objectivité», réplique la direction de la RTS. Bien sûr, 70% de journalistes de gauche ne signifie pas encore 70% de contenu idéologiquement connoté. Mais quand même! Quiconque est un habitué du verbe et du langage sait que les mots sont des tiroirs. Chaque expression fait appel à un corpus de références, partagé par les auditeurs ou téléspectateurs. L'infiltration du discours médiatique par des références politiques peut être très insidieuse. Prenons quelques exemples; il y en aurait d'autres.

Lorsqu'un journaliste affirme que tel fait divers «relance le débat», on constate que le débat ne peut chaque fois aller que dans un sens, celui du «progrès», de l'adhésion à l'Union européenne, du mariage des prêtres, de la libéralisation du marché de la drogue, ou encore de l'abolition de l'arme à la maison. La phrase, anodine, simple pièce de la boîte à outil syntaxique du journaliste romand, est en réalité lourde de connotations... de gauche.

Il en va de même des «dérapages». Donald Trump dérape, Vladimir Poutine dérape, le président de l'UDC dérape. Barack Obama, Jean-Claude Juncker, Alain Berset ne «dérapent» jamais. L'expression est symptomatique. Elle illustre bien l'idée qu'il y a une route à suivre, un tracé. Ce

chemin conduit à la réalisation des idéaux modernes: l'égalité, l'effacement des frontières, la dissolution des communautés traditionnelles. L'objectivité journalistique n'est que partiellement possible. Le journaliste raconte souvent une histoire. De la manière que l'histoire sera racontée, l'une ou l'autre conclusion sera plus facile à prendre.

L'idée de progrès est au cœur de ces routines. Ainsi en va-t-il avec cette fameuse question: «Est-il encore normal qu'en 2018 ou au XXI^e siècle, telle institution ou manière de faire existe encore?» Nous, fédéralistes, avons souvent rencontré ce type d'interrogation. Elle ne signifie pas toujours que le journaliste soit opposé sur le fond à l'institution interrogée. Mais dans son esprit, c'est à l'aune de la course de l'histoire qu'elle doit être critiquée. Cela révèle une structure mentale fondamentalement progressiste. Il s'agit d'une option idéologique biaisant le débat d'entrée de cause.

Les ciseaux du rédacteur en chef

Admettre que l'orientation se cache dans ces phrases anodines n'est pas une mince affaire. Dans le meilleur des cas, de telles expressions sont inutiles, dans le pire, elles témoignent d'une orientation politique à laquelle on cède parfois par paresse, parfois par conviction. En d'autres termes, elles sont la preuve d'un abaissement qualitatif. A ce titre, elles exigent un effort du rédacteur en chef, ou du producteur dans les médias audio-visuels.

L'effort exigé sera double. Il faudra d'abord identifier ces routines langagières qui finissent par former ou déformer l'esprit. Cela demande du recul et de l'autocritique, autant sur soi que sur les autres. Ensuite, il faut savoir imposer, faire fonctionner ses ciseaux, couper les titres, relire les commentaires. La RTS fait beaucoup de direct. Il faudra donc réécouter ou revoir, parfois sous un autre angle, avertir, et si nécessaire sanctionner.

Certaines émissions ou supports sont plus souvent que d'autres identifiés comme posant des problèmes de partialité. Pour n'en citer que deux: *Infrarouge* et *Nouvo RTS*. Que la direction accepte donc l'idée de devoir faire le ménage.

La provenance des invités

Le pedigree des invités des émissions peut et doit aussi être mis en cause. Une récente étude, menée par des partisans du OUI à l'initiative No Billag, a montré le déséquilibre entre les représentants de la gauche, du centre libéral et de la droite conservatrice aux émissions de la *Matinale* de *La Première* de fin août 2017 à janvier 2018¹.

C'est l'indice d'une certaine inclination idéologique, qu'il convient toutefois de relativiser. Durant la Guerre froide, le champ politique continental a été structuré par l'op-

position entre socialistes et libéraux, lesquels étaient plus ou moins conservateurs. La RTS n'est au fond pas sortie de ce schéma. Des sujets comme l'Europe, l'obligation de servir, mais aussi les questions dites «sociétales» comme l'adoption pour les couples homosexuels ou la politique de la drogue, ont pourtant vu s'allier socialistes et libéraux. Ce nouveau champ est plus difficile à lire. Se contenter d'exploiter à égalité une liste d'invités de gauche (POP, PS, Verts) et une liste d'invités «de droite» (PDC, PLR, UDC) n'est plus pertinent. L'analyse détaillée des invités en fonction de leur origine a son intérêt et sa nécessité. Elle révèle le degré d'égalité de traitement dont bénéficient les forces politiques du pays, mais elle ne pourra être qu'indicative et insuffisante.

Que faire?

Il est extrêmement difficile d'apporter des correctifs précis. Les institutions sont bien faibles pour tenir les hommes. L'application de l'initiative du 9 février 2014 l'a démontré.

Certains proposent d'imposer des quotas de journalistes ou d'invités en fonction de leur origine idéologique. Il existe bien des quotas de musique ou de films suisses à diffuser. La Ligue vaudoise refusera toujours de structurer le champ politique en fonction des découpages qu'impose le jeu parlementaire. Cela reviendrait en réalité à institutionnaliser des distinctions que nous jugeons délétères pour le bien commun. D'ailleurs, faire apparaître des journalistes de droite, en particulier conservateurs, par génération spontanée est impossible. Les journalistes romands sont le produit d'un système qui pose ses jalons idéologiques dès l'école. Le gymnase ouvre les vannes du flot d'étudiants des facultés de sciences humaines. A leur tour, elles développent et promeuvent les instruments intellectuels de la critique sociale et politique. Elaborés dans les suites de mai 68, plongeant leurs racines dans le marxisme, ces instruments sont la référence, même inconsciente, de presque toute l'intelligentsia occidentale. Les journalistes en font partie.

Il appartient aux mouvements critiquant la gauche de se réapproprier la pensée, d'occuper le terrain intellectuel; de ne pas se réfugier dans les professions lucratives, mais, pour

quoi pas, de postuler à la RTS, ce qui ne serait d'ailleurs pas encore le choix de la pauvreté.

Un observatoire des médias

Une solution résiderait dans la surveillance régulière des orientations idéologiques de la RTS. L'institution d'un observatoire des médias aurait peut-être sa raison d'être. L'espace public suisse manque cruellement d'outils pour mener un débat à ce sujet. Le fait que l'un des principaux acteurs de ce débat serait précisément la RTS, à la fois juge et partie, complique encore la tâche.

A notre connaissance, aucune étude d'ensemble n'a encore été publiée. Elle recouperait l'orientation politique individuelle des journalistes avec la récurrence d'expressions-types. Elle analyserait l'équilibre, ou le déséquilibre, de la provenance des invités, non seulement sur la globalité des programmes, mais émission par émission. Elle serait attentive aux nouvelles structures du champ politique, n'accordant pas trop d'importance à la balance libéral-socialiste, pour lui préférer les distinctions souverainiste/internationaliste, fédéraliste/centralisateur, conservateur/progressiste, communautaire/collectiviste. Elle s'intéresserait à l'origine associative et aux réseaux des invités. Elle étudierait les processus internes de surveillance, ainsi que les cas de sanctions ayant déjà été prises. Elle se pencherait sur la pratique de l'autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision. Cet observatoire publierait d'année en année un rapport reprenant une structure et des critères identiques, pour permettre la comparaison. Le principal obstacle est de trouver pour ce travail un personnel indépendant et compétent, doté d'un outillage scientifique reconnu.

De leur côté, les mouvements politiques doivent être attentifs aux dérives et les dénoncer, sur les réseaux sociaux, dans leurs organes et, s'il le faut, jusqu'aux Chambres fédérales.

Et peut-être faudra-t-il un jour que quelqu'un ose quitter le plateau d'*Infrarouge* et ne pas espérer grappiller, quand même, quelques voix en y restant.

Félicien Monnier

¹ «La RTS roule à gauche»: <http://www.bafweb.com/2018/01/22/analyse-la-rtss-roule-a-gauche/>

Les tartufes de la coolitude

Nous avons déjà évoqué dans ces colonnes les commentaires originaux publiés par la journaliste française Natacha Polony sur son site internet (www.polony.tv), sous la forme de brèves séquences vidéo. Dans les derniers jours de 2017, nous avons bien apprécié une série de ces vidéos réunies sous le titre «Les tartufes de la coolitude», véritable salve de petites piques effrontées dirigées contre quelques «modèles de la modernité»:

le séduisant premier ministre canadien Justin Trudeau, le chanteur Bono, le «modèle finlandais» ou encore les très tolérants Pays-Bas. L'analyse penche souvent à gauche, on y critique volontiers – quoique sans pathos militant – le libéralisme économique et les «privilegés fiscaux»... Mais comment ne pas se régaler de cette volonté de s'attaquer aux idoles que notre société vénère sans réfléchir?

PGB

Déclin du socialisme ?

En Allemagne, on ne sait pas encore si la grande coalition des démocrates-chrétiens et des socialistes verra le jour ; l'assemblée des délégués du Parti social-démocrate (SPD) a certes donné son feu vert à la poursuite des négociations, mais il faudra encore l'aval de la majorité des 450'000 militants lors d'une votation générale, qui est loin d'être acquies. En effet le SPD, qui n'a jamais recueilli aussi peu de voix (20%) que lors des dernières élections, n'a pas profité de sa participation au gouvernement sortant, mais s'est bien plutôt fait phagociter par son puissant partenaire ; et certains socialistes craignent que cela continue, jusqu'à envisager l'implosion du parti s'il ne sait plus se profiler de manière autonome. Cependant, en cas de nouvelles élections (inévitables si la formation d'un gouvernement échoue), sa cote tomberait encore plus bas, selon les sondages, au profit de l'extrême-droite qui pourrait même dépasser le parti de M. Schultz.

Les difficultés du SPD ne sont pas un phénomène typiquement allemand. Le Parti socialiste français n'est plus qu'un champ de ruines. Il est à peu près inaudible dans l'hémicycle et sur la place publique. Dépourvu de personnalités d'envergure, il peine à trouver un nouveau chef. Il n'a plus le sou et vend son siège : les héritiers de Mitterrand pourront écrire un nouveau chapitre des « souvenirs de Solférino ». Est-ce dû à la présidence hésitante et médiocrement pépère de François Hollande ? A la bataille des jeunes loups s'entre-déchirant pour prendre la succession ? Au rétrécissement de son audience entre le macronisme naissant, le bloc du Front national et le fan-club du talentueux Mélenchon ? Ou faut-il chercher des causes plus profondes ?

Ailleurs en Europe, malgré la mort du communisme, les affaires de la gauche dite modérée ne vont pas très fort non plus. En Italie, depuis la disparition du ciel politique de l'étoile filante

que fut l'estimé maire de Florence, ce sont d'autres étoiles, au nombre de cinq, que l'on observe avec incrédulité au firmament de la République : un parti fantaisiste, insaisissable, populaire sans doute le temps de quelques scrutins, mais sans doctrine ni consistance. La gauche, elle, est en lambeaux et, coucou ! l'inénarrable Berlusconi refait surface. L'Espagne et l'Autriche ont renvoyé les socialistes dans l'opposition, le Royaume-Uni de même pour le Labour, bien que les Tories ne soient pas au mieux de leur forme. Même les pays scandinaves vivent au rythme d'alternances impensables à l'époque du triomphe durable de leur collectivisme si particulier et pleinement assumé.

Si l'on retient l'hypothèse d'une tendance plus ou moins générale, tenant à des motifs fondamentaux au-delà des circonstances du moment, des mouvements de balancier, des insuffisances personnelles, on peut retenir au moins trois explications.

D'abord, la disparition du monde ouvrier qui formait le gros des troupes de la gauche (socialiste ou communiste là où les moscoutaires existaient). Les mines sont fermées, les usines automatisées. Même sur les chantiers, le travail est devenu plus mécanisé et plus individuel. Adieu les bataillons de gueules noires, de métallos, de terrassiers ! Il subsiste bien sûr des travailleurs peu payés, des manutentionnaires, les petites mains des grands magasins, des journalistes à la maigre pige, des sociologues en demi-chômage, des nettoyeurs à la nuit tombée. Mais c'est une population éparse, multipliant parfois les petits jobs, pas forcément mécontente d'une certaine précarité qui va de pair avec une certaine liberté ; une population qui n'adhère à nul élan collectif, ne ressent guère le besoin d'une solidarité de « classe » et ne prend pas la carte du Parti.

Ensuite, la peur de la mondialisation, qui vous donne le tournis avec ses forces insaisissables, ses mouvements migratoires menaçant votre identité collective et votre emploi personnel, son réseau numérisé plein de mystères. Il y a de quoi faire réagir les petites gens, mais voilà : ce n'est pas le socialisme, internationaliste lui-même dans son ADN et un peu encore dans son discours actuel, qui va vous rassurer et vous défendre contre cet univers inquiétant et parfois hostile. Les partis « nationalistes » – même s'ils sont impuissants au-delà de leurs imprécations – savent mieux donner l'espoir d'une régulation de ce monde en tohu bohu et d'un retour aux bonnes vieilles habitudes.

Enfin, le combat de la gauche collectiviste ne mobilise plus... parce qu'il a été gagné. Les pays de l'Europe occidentale, à des degrés divers, sacrifient tous à l'Etat-providence. A force de salaires minimaux, de sécurité sociale, de fiscalité redistributrice, d'assurances obligatoires, de subventions aux familles, on a presque tout fait pour transformer le peuple des pauvres en un peuple des assistés. Certes, le chômage de longue durée laisse des gens sur la paille et plus d'une famille « atypique » (c'est-à-dire avec un seul parent ; mais pourquoi donc mépriser le mariage ?) tire le diable par la queue. Toutefois, il se trouve presque toujours un maillon du filet social pour vous empêcher de tomber tout en bas. Renforcer encore le partage des ressources en pénalisant davantage ceux qui réussissent, ou instaurer le revenu universel (à un niveau forcément minimal) ? On sent bien que l'extension de la solidarité obligatoire connaît des limites à ne pas franchir sous peine d'énerver l'économie et d'anémier le pays. Les sociaux-démocrates ont atteint leur but.

Dans ce tableau continental, notre pays fait un peu exception. Sur le plan suisse, le Parti socialiste plafonne, mais ne s'effondre nullement. Le compar-

timentage fédéraliste et l'élection à la proportionnelle neutralisent les grands mouvements de balancier, dans une Confédération dont maint canton cultive un esprit civique où les familles ont le sens des responsabilités et savent compter. Il faut dire aussi que ces mêmes vertus ont retenu l'Etat fédéral d'aller jusqu'à se montrer totalement providentiel. Il reste donc un peu de grain à moudre pour les collectivistes. Le Parti socialiste suisse se maintient par conséquent, tant bien que mal.

Dans les cantons, il y a des hauts et des bas. A Neuchâtel, les grandes heures du socialisme horloger semblent appartenir au passé. A Berne, la cohorte rouge des cheminots n'est plus ce qu'elle était. A Zurich, l'UDC a su séduire l'électorat populaire, mais la gauche n'est pas morte. Ni à Bâle-Ville. A Genève, aucun observateur extérieur ne comprendra jamais rien au tumulte politique ; donc tout est possible.

Le Canton de Vaud est l'un des rares où le Parti socialiste domine. Ce n'est nullement celui des ouvriers, disparus ici comme ailleurs et qui n'ont du reste jamais été très nombreux en dehors de trois ou quatre lieux d'industrie. C'est celui des fonctionnaires et du vaste secteur parapublic et subventionné, de tout un monde de nouveaux petits bourgeois (menés par une coterie d'intellectuels talentueux) qui vit bien de l'Etat et soutient donc l'Etat, dans l'enseignement, la santé, les services sociaux, les services techniques, l'urbanisme, l'environnement. Les socialistes, après les radicaux, se sont installés dans le fromage ; comme leur conquête du pouvoir est récente, le pays n'en est pas encore las : cela peut durer.

Quant au jeu politique, l'autorité, l'intelligence et l'habileté de M. Mailard, que son comparse des Finances a su reconnaître plutôt que contester, ont assuré pendant deux législatures la prédominance de la gauche. Le nouveau Grand Conseil semble un peu moins enclin que le précédent à suivre docilement la large majorité étatiste du gouvernement. L'avenir dira si l'Etat de Vaud, au sein d'une Europe apparemment fatiguée des socialistes, restera presque le seul à dérouler le tapis rouge devant leurs pas.

Jean-François Cavin

Distinctions

La livraison de février de la revue musicale *Classica* analyse les deux parutions discographiques commentées dans *La Nation* n° 2088.

Le CD de Koechlin (Sonate pour violon et quintette) se voit attribuer la distinction suprême « Choc de *Classica* ». « Un magnifique hommage à l'un de nos plus grands compositeurs

(si négligé !), qui s'inscrit d'emblée comme une référence. »

Le coffret Claves de sept CD commémorant les septante-cinq ans de l'Orchestre de Chambre de Lausanne obtient quatre étoiles, ce qui dans la classification du magazine veut dire « excellent ».

JBR

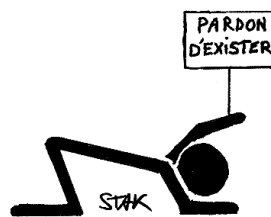
Naître ou ne pas naître, telle est la question

En Pologne, un projet visant à interdire l'« avortement eugénique » a soulevé l'ire des mouvements féministes et modernistes. La presse occidentale (*20 minutes* du 11 janvier 2018) a rapporté le propos paradoxal d'une mili-

tante pro-avortement qui annonce son intention d'émigrer à cause du climat politique trop conservateur qui règne en Pologne : « Je n'imagine pas faire naître et élever mes enfants ici. »

PGB

**Votations du 4 mars 2018 :
3 X NON**



Veillez nous excuser pour cette publication

Quel est le point commun entre Donald Trump, Steve Bannon, Theresa May, Catherine Deneuve, le pape François, le magicien Eric Antoine, l'ex-conseiller national Yannick Buttet, divers porte-paroles de partis politiques, une kyrielle de sportifs, d'ani-

dio-télévision belge francophone, l'Etat d'Israël et l'armée de Côte d'Ivoire ?

Allez sur internet, effectuez une recherche avec le mot-clé « excuses », rubrique « actualités », et vous les verrez tous défiler, dans la longue liste des gens qui se répandent en excuses publiques – en compagnie de ceux qui exigent des excuses et des autres qui affirment haut et fort qu'ils ne s'excuseront pas.

LE COIN DU RONCHON

Si vous aussi vous voulez devenir célèbre, appelez un journaliste et présentez-lui des excuses pour ne jamais avoir pensé jusqu'ici à présenter des excuses.

mateurs de télévision, de directeurs de supermarchés ou d'hôpitaux, mais aussi Apple, Volkswagen, la marque H&M, la poste canadienne, la Ra-